



Régionales

Le mode de scrutin, changé par la droite en 2004 décrypté par Yann Le Pollotec, membre du collectif national « élections » du PCF.

P.4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 880

19 novembre 2009

prix: 0,70 €



20 ans après la chute du mur de Berlin

LE MUR DE L'ARGENT EST TOUJOURS DEBOUT !

■ Régionales

La consultation des militants communistes sur les régionales aura lieu les 19, 20 et 21 Novembre. P 3

■ Airbus

Chômage chez les sous-traitants alors que 2700 avions sont commandés P 5

■ Retour en résistance

« Walter, retour en résistance », un film qui interroge sur l'héritage de la résistance face à la politique actuelle de la droite. A voir d'urgence ! P 6



■ Taxe professionnelle

« On attaque les collectivités au porte monnaie ». Les élus communistes de la CARENE mobilisés contre la suppression de la taxe professionnelle!

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

De l'autre côté du mur

Ils étaient tous là... Madelin, Sarkozy, Juppé, Fillon... je ne sais qui encore, ils étaient là du « bon côté du mur » en ce mois de novembre 1989 à Berlin. Photos à l'appui pour dire comme tous les ambitieux « j'y étais ». Même si les photographes de l'époque divergent quelque peu sur les dates, une chose est sûre, tous jeunes étudiants, ils étaient déjà de ce côté-là du mur.

J'ai même mangé à l'est.

Courageux, il n'a même pas peur de se faire intoxiquer... Notre Premier ministre actuel dit même avoir fait le chemin inverse des berlinois en allant dîner dans un resto de l'est le jour de la chute du mur. Il était seul au resto dit-il devant les journalistes hypnotisés par ce genre d'anecdote pourrie. **Bon reportage télévisuel qui nous indique enfin qu'il y avait à manger à l'est au moins pour un futur premier ministre de la France.**



En parlant de mur...

Ecrasé par ces temps d'antenne et de reportages il y avait de quoi rester sur sa faim quant au bilan de la réunification de l'Allemagne... **Rien sur les inégalités sociales et de vie entre les habitants de l'ouest et ceux de l'est, pas plus sur le chômage massif à l'est, sur ce qui reste des acquis de la RDA, sur ce que disent et pensent les allemands de la situation d'aujourd'hui...** Ces questions étaient-elles secondaires à ce point pour les responsables de « l'information ».

En parlant de mur (bis)

Rien non plus durant ces cérémonies du vingtième anniversaire en ce qui concerne d'autres situations aussi difficiles et inacceptables dans le monde comme le mur enterrant les palestiniens ou celui de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique. **Faut-il croire que des murs seraient nécessaires et d'autres pas ? Que certains seraient de la Honte et d'autres de la liberté ?**

Le mur est tombé

Que de déclarations martelant la fin du communisme durant ces cérémonies, Fallait-il être sourd ou idiot pour ne pas capter le message mais... **ces mêmes gens qui veulent faire passer « leur réalité » omettent de préciser les résultats électoraux des récentes élections en Allemagne ou les « communistes morts » atteignent des scores de 25% voire plus dans certaines régions ?...**

Point de vue

par Michel RICA



La profonde crise économique et sociale que traverse notre société, nous interpelle sur l'urgence des réponses politiques à apporter. Chômage massif en hausse, destruction d'emplois indus-

offensive réactionnaire de la droite et du patronat, appellent les forces de gauche au développement de l'action sur des propositions cohérentes et rassembleuses.

C'est au cœur de cette confrontation que se préparent les prochaines élections régionales. Ces élections sont d'une grande importance alors que l'état se prépare à remettre en cause l'espace de démocratie et de décision qu'ont actuellement les collectivités territoriales. Les communistes ont beaucoup échangé et confronté ces dernières semaines, par des réunions internes, mais aussi à travers les ateliers nationaux.

La question du rassemblement de la gauche continue de traverser les débats. Mais je pense que d'autres éléments très importants n'ont pas eu leur juste place dans les débats, comme celui du bilan des élus communistes à la région des pays de la Loire.

C'est un élément qui pose la question de l'utilité d'avoir des élus communistes dans les exécutifs. La question du mode de scrutin est aussi une question qui mérite toute notre attention avec la barre des 5% qui éliminerait toute possibilité de négociation pour le 2^{ème} tour des élections, s'il

devait y en avoir un.

C'est au regard de ces questions et avec la volonté d'apporter des éléments supplémentaires aux communistes de notre département que le conseil départemental a pris la décision de donner son avis. Face à une droite rassemblée, la responsabilité du parti communiste français et de créer toutes les conditions pour que ce rassemblement toutes les forces de gauche à l'occasion des prochaines élections régionales.

La question du rassemblement de la gauche traverse les débats

triels, atteinte aux libertés, autant de signes d'une politique ultra libérale.

Loin de combattre la crise par des décisions utiles à l'emploi et aux populations, la droite poursuit sa politique au service de la classe dominante, des privilégiés de l'argent et des logiques libérales, alors que des centaines de milliards ont été mobilisés avec la promesse que le capitalisme serait moralisé, le libéralisme maîtrisé, les banques mises au pas et les paradis fiscaux hors d'état de nuire.

Mais, cette politique est maintenant régulièrement contestée, comme on le voit avec la multiplicité des luttes, mais aussi comme on l'a vu avec la mobilisation citoyenne, syndicale et politique contre le projet de privatisation de la poste.

Plus que jamais, une telle confrontation entre les aspirations profondes au changement et la violente

Le chiffon rouge

Moraliser, réguler le système capitaliste : le chef de l'Etat multiplie les gesticulations et autres déclarations à l'emporte pièce alors même que la crise financière frappe en premier lieu les salariés. On ne compte plus les heures de chômage technique, de fermeture d'entreprises, de licenciements alors même qu'il ne se passe pas un jour sans que les dirigeants des grands groupes accumulent les profits financiers. Comme par hasard, des responsables du MEDEF aux représentants de l'Etat, le discours tend à laisser penser que l'on va mettre de l'ordre : « finis les bonus et autres parachutes dorés du gotha du CAC 40 » ! **Il n'est pas jusqu'au G 20 qui affiche la volonté de réguler le système financier international.** Mais de qui se

moque-t-on ? Le gouvernement s'est opposé à toutes les propositions des parlementaires communistes y compris pour mettre enfin un terme aux scandales des rémunérations insensées. De fait la droite se livre depuis des mois à une attaque en règle de tout notre système de solidarité au nom de la compétitivité, de la rentabilité. La droite et le patronat soumettent la France au traitement de choc de la rentabilité immédiate. Ils s'attèlent à démanteler les systèmes sociaux de solidarité et à mettre les services publics et l'Etat en couple réglés au nom du tout-financier. Avec acharnement, le chef de l'Etat entend « garder le cap des réformes » dans un contexte qui a bien évolué et qui en dit long sur cette visée politique comme sur l'ampleur de la crise en cours. Or l'ampleur de la crise fait se fissurer les digues de l'ac-

ceptation du capitalisme. Ces craquements se font entendre jusqu'au sein de la droite, pour partie écho de la profonde colère sociale, pour partie retour d'un débat étouffé sur la manière de « sauver le système ». Il s'agit pour les tenants du pouvoir de ne surtout pas se hâter à toucher à la manière dont sont gérées les grandes entreprises. Cela ouvrirait sans doute la boîte de Pandore ! **Comme l'a déclaré le ministre Darcos : « il faut éviter d'entrer dans les logiques d'économies totalitaires ou d'économies communistes où on encadrerait de manière systématique les entre-**



prises ». Ce dont souffre la France et que pourtant y compris une partie de la gauche se refuse d'entendre, c'est bien du système capitaliste en crise. Une autre orientation est possible s'attaquant aux profits financiers, à leur contrôle public, aux droits des salariés sur la gestion du fruit de leur travail, pour augmenter les salaires, le pouvoir d'achat, sécuriser des millions de salariés dans leur travail. C'est de ce « chiffon rouge » là que la droite a peur !

De vous à moi...

On pouvait croire, à l'occasion de l'anniversaire de la chute du mur de Berlin, que tous ces businessmen déguisés en journalistes de la télé, de la radio ou de la presse avaient fait une dégustation collective de ces produits qui, vous savez, vous tournent la tête et vous envoient dans un autre monde. Les temps d'antenne n'étaient plus comptés, la place, si chère parfois, pour donner une petite information dans les colonnes de votre quotidien s'était subitement libérée... On allait même à l'édition spéciale. Et tout ça me direz-vous, pour nous expliquer que le communiste était mort et bien mort (ils l'avaient tous constaté). Quel scoop, n'est ce pas... Mais ce qui est le plus déroutant dans l'affaire c'est que ces mêmes vedettes de « l'information bon marché » semblent toujours croire dur comme fer ce qu'ils nous « rabâchent » depuis des décennies. De leur délire, je n'ai qu'une certitude : C'est une agonie qui n'en finie pas, à l'image du canard de Robert Lamoureux qui... était toujours vivant... A vrai dire Mesdames, Messieurs, vous prenez une nouvelle fois vos désirs pour des réalités car, si la chute du mur de Berlin est bien la fin d'une histoire ce n'est en aucun cas la fin de l'histoire, celle du communiste, toujours vivant, qui hante encore vos nuits.

Y.C.

VITE LU
VITE DIT

Régionales: Jacques Auxiette pour un « projet participatif »

Le président du conseil régional, candidat à sa propre succession et portant l'ambition d'une gauche rassemblée dès le premier tour a proposé des pistes de réflexion sur le futur projet régional consultable sur son blog (<http://www.auxiette2010.fr/>). Il avance comme principales thématiques le soutien au pouvoir d'achat, ou encore les services publics locaux.

Le Parti de Gauche publie un « manifeste » pour les régionales

C'est un document d'une dizaine de pages qui servira d'appui au projet que veut mettre en œuvre le PG dans les régions (consultable sur <http://www.lepartidegauche.fr/>). La question écologique y occupe une large place et impose, pour le parti de Mélenchon, des moratoires sur une grande série de dossier (de l'EPR aux nouvelles constructions de routes, en passant par les infrastructures portuaires et aéroportuaires). Des dispositions qui impactent directement le développement des pays de la Loire en général et de la Loire Atlantique en particulier.

Nouveau refus du NPA à l'union

Une rencontre nationale entre diverses organisations de gauche (dont le PCF, le PG, la GU et le NPA) s'est soldée par un nouveau désaccord du NPA qui persiste dans un refus de participer à la gestion avec le PS et les verts. Une position inacceptable pour les communistes qui l'ont fait savoir par la voix de leurs représentants nationaux. En Loire-Atlantique, le NPA, les alternatifs et le PG ont fait savoir par voie de presse leur volonté d'aller ensemble aux régionales sans toutefois que l'interrogation sur le deuxième tour soit levée. Avec deux réunions publiques déjà organisées, ils appellent le PCF à prendre le train en route alors même que la consultation des communistes n'a pas encore eu lieu.

Régionales: 2 options soumises au vote des communistes

Réunie à Angers, la conférence régionale du PCF a rassemblé 119 délégués des 5 fédérations des Pays de la Loire. La principale fonction de cette réunion statutaire consistait à valider un bulletin de vote à soumettre aux communistes pour leur consultation et à dégager une position majoritaire. C'est sur ce point qu'a résidé la difficulté puisqu'au terme d'un débat tendu, ce n'est qu'une courte majorité qui s'est dégagée. Dans son rapport introductif, Philippe Denis, secrétaire fédéral du Maine et Loire précisait les enjeux pour une région où « le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté d'un tiers entre juin 2008 et juin 2009. Pour le président du groupe des élus communistes régionaux, « en Pays de la Loire comme partout, pas un secteur d'activité, pas un domaine qui touche la vie quotidienne de nos concitoyennes et concitoyens n'est épargné par les 99 réformes du gouvernement à l'œuvre.../ C'est cette droite là, décomplexée, offensive, revancharde, qui aborde les élections régionales avec de grandes ambitions en particulier

dans notre région.» Une droite unie jusqu'à un Philippe De Villiers qui affirmait récemment: « il faut rassembler la droite pour battre la gauche ». Or, c'est bien à partir des réalités régionales que le conseil national demandait aux conférences régionales de débattre. Parmi celles-ci, la capacité à passer la barre fatidique des 5%, nécessaire pour engager des négociations en vue du second tour et envisager des élus. En Pays de la Loire, la « moyenne électorale » depuis 2004, tous scrutins confondus est de 3,34% pour les communistes. Dans son intervention, Patrick Le Hyaric, qui participait à la rencontre pour la direction nationale rappelait à juste titre « 4% c'est insuffisant pour avoir des élus » (Aux européennes, le Front de Gauche avait obtenu 4,01% en Pays de la Loire NDLR). Si la succession d'interventions qui a rythmé la conférence régionale d'Angers semblait représenter un équilibre dans les points de vue, une courte majorité s'est dégagée au sortir de la journée au profit d'une proposition pour constituer une liste de Front de gauche « élargi ».



L'option alternative mise en débat propose le rassemblement au premier tour de toute la gauche sans exclusive avec l'ambition de barrer la route à la droite et au Modem. Le débat est donc renvoyé vers les fédérations. Les adhérents trancheront les 19, 20 et 21 Novembre. A une très large majorité, le conseil départemental de Loire-Atlantique a adopté une résolution (voir ci-contre) invitant les adhérents du département à « se prononcer massivement pour la proposition alternative », pour « faire gagner la gauche avec un projet utile aux salariés et aux familles populaires » et « gagner des élu(e)s communistes supplémentaires ».

Le conseil départemental de Loire-Atlantique prend position pour la proposition alternative

Dans une résolution adoptée à une très large majorité (23 pour, 2 contre, 2 abstentions et 4 élus ayant refusé de prendre part au débat), le conseil départemental de la fédération de Loire-Atlantique du PCF a adopté une résolution favorable à « rassembler la gauche, toute la gauche, autour d'un projet ambitieux susceptible de barrer la route à la droite (Modem compris) ». Analysant les lourdes divergences de fond sur le développement industriel et les grandes infrastructures régionales et départementales qui opposent les communistes et le parti de gauche, le conseil départemental juge inadapté un « Front de Gauche aux régionales » qui conduirait à son sens à « mettre en concurrence la gauche avec elle ». Pour la direction fédérale, elle conduirait même à « un nouvel affaiblissement du PCF, pire, à la probable disparition des élus communistes de l'institution régionale ». C'est avec la conviction « qu'on ne fait pas la même politique lorsque des élu(e)s communistes prennent toute leur place dans une institution » et la volonté de « faire gagner la gauche avec un projet utile aux salariés et aux familles populaires » que la direction départementale « invite les militant(e)s communistes de Loire-Atlantique à se prononcer massivement pour la proposition alternative ».



L'ambassade de Cuba rencontre la fédération de Loire- Atlantique du PCF

C'est à la demande de l'ambassade de Cuba que la fédération de Loire-Atlantique du PCF et les responsables de l'association France-Cuba ont accueilli Ernesto Rey Pino, premier secrétaire de l'ambassade de la République de Cuba en France en présence d'élus communistes de Nantes et son agglomération.

L'occasion d'échanger, de s'informer et de faire le point sur la situation à Cuba. Un pays frappé comme le reste du monde par la crise mais comme le rappelle le diplomate « La crise à Cuba, nous la connaissons depuis 50 ans ». Pour lui, « le processus d'intégration à l'Amérique Latine est ce qu'il y a de plus important, au-delà de l'ALBA » (Alliance Bolivarienne pour les amériques

regroupant Cuba, le Venezuela, la Bolivie, le Nicaragua, la Dominique et le Honduras NDLR). L'enjeu est de taille puisque les Etats-Unis mettent tout en œuvre pour faire échouer le processus de gauche en Amérique Latine.

Pour les cubains, l'élection d'Obama, « n'a rien changé, et nous n'en attendons rien, même si après Bush, ça ne peut qu'être mieux. » Reste que le coup d'Etat au Honduras témoigne de la violence de la politique extérieure américaine. Et le blocus continue de frapper durement l'économie cubaine comme le montre l'amende de 20 000 dollars émise récemment contre une

entreprise française pour avoir commercé avec Cuba. Pour Ernesto Rey Pino, l'avenir de Cuba se résume à deux mots « Préserver et Inventer ». Préserver d'abord les éléments forts comme le système de santé et le système scolaire dont la qualité n'est plus à démontrer. Inventer ensuite grâce notamment au « grand débat démocratique, sans tabou », en cours actuellement dans le pays pour construire l'avenir et travailler aux évolutions nécessaires. De premières pistes sont en cours pour flexibiliser notamment la loi migratoire.

Mais avant tout, Ernesto Rey Pino, lance un appel pour faire connaître la réalité de Cuba. « Il y a besoin de parler de Cuba. Les cubains n'ont rien à cacher ». Et de prendre pour exemple l'expérience des jeunes communistes de France qui au retour de leur voyage de

solidarité de l'été mènent dans tout le pays des débats pour témoigner de ce qu'ils ont vu, des côtés positifs comme des côtés négatifs.

Parmi ceux-ci, Aymeric Seassau évoque pour la fédération de Loire-Atlantique de la « tristesse pour les communistes de voir lever en 2003 le moratoire sur la peine de mort ». Mais le premier secrétaire de l'ambassade précise qu'à l'exception de 3 exécutions en 2003, la peine de mort n'est pas utilisée à Cuba, faisant remarquer du même coup l'indulgence des médias occidentaux devant les dizaines d'exécutions organisées chaque année par les Etats-Unis. Au sortir d'une réunion riche, la délégation de Loire-Atlantique a pu témoigner de son vif intérêt pour les importants combats que mène la gauche latino-américaine et dans lesquels Cuba joue un rôle moteur, « la solidarité internationale » étant « un élément constitutif de l'identité communiste française ».



Le dossier.

Elections régionales

A quatre mois des élections, petit vade-mecum sur le mode de scrutin

Les élections régionales se déroulent depuis 2004 selon un mode de scrutin bien particulier. Celui-ci, à deux tours, mêlant une dose proportionnelle, une prime majoritaire, ainsi que des seuils pour être représentés au second tour, comme nous l'explique ci-dessous Yann Le Pollotec.

Une modification du mode scrutin intervenue en 2004 pour officiellement rendre « gouvernable » les institutions régionales. Comparée à la III^{ème} République, où les exécutifs valaient aux grés des changements d'alliances, l'institution régionale devait ainsi trouver

une nouvelle stabilité. Un argument qui n'était en réalité qu'un écran de fumée, puisqu'une étude du CEVIPOF montre que moins de 5% des budgets régionaux, actes

Objectif : marginaliser les partis qui refusent le bipartisme

politiques les plus importants, n'ont pas été adoptés entre 1986 et 1997.

En réalité, celui-ci a été mis en place pour marginaliser les partis qui ne souhaitent pas



d'objectifs dont les institutions comme le mode de scrutin doivent être le reflet. Le PCF mène par exemple une véritable bataille pour que la proportionnelle soit la règle dans l'ensemble des élections.

A l'inverse, la réforme des collectivités territoriales qui arrivera en 2010 au Parlement, veut passer un cap dans le bipartisme et sortir du jeu politique tout une partie de la population, notamment en créant des conseillers territoriaux qui seraient élus, pour 80% d'entre-eux au scrutin majoritaire à un seul tour.

entrer dans la bipolarisation de la vie politique. D'où la création par la droite de deux seuils pour

pouvoir fusionner (5%) ou se maintenir (10%) au second tour. Garantir le pluralisme, gage d'une représen-

tation la plus fidèle possible du corps électoral, mais aussi la stabilité d'une institution sont autant

Yann LE POLLOTEC, membre du collectif national « élections » du PCF

Depuis 2004, un nouveau mode de scrutin a été mis en place pour les élections régionales. Peux-tu nous expliquer ses mécanismes ?



Le mode de scrutin des élections régionales s'apparente dans son fonctionnement à celui des municipales. La circonscription est la région avec des sections départementales : La répartition du nombre de siège attribué à chaque liste s'effectue au niveau de la région. Une fois ce nombre déterminé, une sous répartition par section départementale intervient pour chaque liste.

C'est un scrutin à deux tours selon les règles suivantes :

- Si au premier tour une liste dépasse 50% des exprimés, elle obtient une prime de 25% des sièges. Les autres sièges sont répartis à la proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes (y compris celle arrivée en tête) ayant obtenu au moins 5% des exprimés.

Un scrutin qui entrave le pluralisme et favorise l'hégémonie de la liste arrivée en tête

Si aucune liste ne dépasse les 50% de suffrages exprimés, il est procédé à un deuxième tour dans les conditions suivantes :

- Les listes ayant obtenu au moins 10% des exprimés au 1er tour peuvent participer au 2^{ème} tour. (si une seule liste atteint les 10% d'exprimés, la liste suivante en suffrages exprimés participe au 2^{ème} tour).
- Les listes ayant obtenu au moins 5% des exprimés au 1er tour peuvent fusionner avec

l'une des listes pouvant participer au 2^{ème} tour, si cette dernière est d'accord.

- Une prime de 25% des sièges est attribuée à la liste en tête. Le reste des sièges est attribué à la proportionnelle à la plus forte moyenne entre toutes les listes (y compris celle arrivée en tête) ayant obtenu au moins 5% des exprimés au 2^{ème} tour.

- Les sièges attribués à chaque liste sont répartis entre les sections départementales au prorata des voix obtenues par la liste dans chaque département, selon la règle de la plus forte moyenne. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section départementale.

Ce mode de scrutin ne favorise-t-il pas le bipartisme ?

Ce mode de scrutin combinant les effets d'un scrutin majoritaire et avec celui de la proportionnelle à la plus forte moyenne favorise surtout l'hégémonie de la liste qui arrivait en tête. Les seuils de fusion (5%) et de maintien au 2^{ème} tour (10%) permettent d'entraver fortement le pluralisme politique.

Résultats aux élections depuis 2004 du PCF pour la région Pays-de-la-Loire

Résultats par départements (chiffres du ministère de l'intérieur)

	Présidentielle 2007	Legislative 2007	Cantoniales 2008*	Européennes 2009
Loire Atlantique	10724 voix. 1,39%	11098 voix. 2,08%	19735 voix. 7,25%	17482 voix. 4,62%
Vendée	3677 voix. 0,91%	4552 voix. 1,92%	4848 voix. 2,94%	5378 voix. 2,7%
Maine et loire	4893 voix. 1,05%	4985 voix. 1,5%	10661 voix. 6,11%	7251 voix. 3,3%
Sarthe	5765 voix. 1,73%	7061 voix. 2,94%	10695 voix. 7,94%	8409 voix. 5,63%
Mayenne	1678 voix. 0,89%	1661 voix. 1,22%	1185 voix. 2,08%	2596 voix. 3,15%
Région Pays-de-la-loire	20737 voix. 1,27%	20357 voix. 1,99%	47274 voix. 5,98%	41110 voix. 4%

* Dans certains départements, nous n'étions pas présents sur l'ensemble des cantons, selon les accords électoraux conclus.

Lors des deux dernières élections, en Loire-Atlantique, les candidats soutenus par le Parti communiste progressent d'environ 3500 voix. Avec des taux de participation forts digffé-

rents puisque ceux-ci étaient de 56% pour les élections cantonales, et de seulement 43% pour les européennes de juin dernier. Une abstention historique pour les européennes,

mais qui pourrait être moins importante pour les régionales, la mobilisation étant plus forte pour les élections locales, les enjeux étant souvent plus visibles et plus concrets.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Les Tripodes

Le documentaire qui dérange

Depuis plusieurs semaines, la réalisatrice Catherine de GRISSAC travaille à la réalisation d'un documentaire consacré aux victimes de l'amiante qui ont travaillé dans le bâtiment des Tripodes à Nantes. Alors que le ministère des Affaires Etrangères a accordé une subvention de 5000 euros pour la réalisation de ce film dont le coût est estimé à 70 000 euros, le ministère des Finances a refusé les 10 000 euros qu'il promettait. Après avoir lu le scénario, il l'a jugé déséquilibré et « à charge contre l'administration ». Madame de GRISSAC veut raconter la vie de ces agents du Trésor, de l'Insee et des Affaires Etrangères qui ont travaillé aux Tripodes pendant vingt ans. Bien que le bâtiment ait été démolit en 2005 après deux années de désamiantage, les salariés n'arrivent pas à le faire classer en bâtiment amianté ce qui leur permettrait de bénéficier d'un suivi médical systématique.

Restos du coeur



La distribution hivernale va commencer le 30 novembre pour se terminer fin mars 2010. Réjane HEMMELE, administratrice déléguée en Loire Atlantique prévoit « une demande de 10 à 15% supérieure à l'année dernière ».

1 200 000 repas avaient été distribués dans le département par 1530 bénévoles et 16 salariés.

MHS à la dérive

A Nantes, les 113 salariés de MHS Electronics seront fixés sur leur sort le 25 novembre. Le tribunal de commerce statuera alors sur la continuation ou la liquidation de leur entreprise. Mais l'avenir s'annonce très sombre. Spécialisée dans la production de puces électroniques MHS a été placée en redressement judiciaire fin 2008. Après le licenciement de 130 salariés en juin 2009, le tribunal avait laissé un nouveau délai de six mois à son PDG. Mais le groupe Atmel qui assurait 90% de l'activité de MHS, n'a pas renouvelé son contrat, ne passant plus que des commandes au coup par coup. Et, pour ne rien arranger, MHS qui a vendu ses murs et ses terrains pour s'assurer de la trésorerie, a, aujourd'hui, près de 2 millions d'euros de loyers impayés.

Fin de conflit chez Goss...

Sur le terrain de foot près de l'usine les Goss ont planté 165 croix symbolisant les 165 emplois perdus (sur 291) après huit mois de bataille. Le protocole d'accord signé avec la direction prévoit qu'une partie de l'activité du fabricant de rotatives sera transféré à Montataire dans l'Oise. Les salariés licenciés ont obtenu une prime de 25 000 euros.

... Et à la Samro

Le conducteur de remorques est en dépôt de bilan. A Nort-sur-Erdre 72 licenciements ont été annoncés sur les 97 salariés qui travaillent sur le site. « Un gâchis », selon la CGT, qui, au vu de la situation financière jugée « catastrophique », ne met pas à l'abri les salariés restants

Fin de conflit chez Goss...

Le responsable régional de la Cimade, seule association autorisée à travailler dans les centres de rétention des étrangers, estime qu'à Nantes, victimes de la politique du chiffre « sur dix personnes mises en rétention, trois sont effectivement expulsées ». Nombre d'interpellations étant réalisées n'importe comment sont annulées par les juges. Mickaël GARREAU attire l'attention sur l'importance des moyens mobilisés : chaque expulsion coûterait en moyenne 27 000 euros !

Quel avenir pour Pen Bron à la Turballe ?

Il y a longtemps que le personnel alerte sur l'avenir du centre de rééducation fonctionnelle de la Presqu'île, sans obtenir de réponses concrètes de la part de l'association qui gère le site. Mi octobre, un comité d'entreprise a entériné le transfert de dix lits du secteur infantile vers Nantes pour juin 2010. Cette décision fait suite à la signature d'un accord de regroupement de 40 lits à Saint-Nazaire à l'occasion de l'ouverture de la future Cité Sanitaire en 2012. On comprend l'inquiétude des salariés qui, il y a deux ans, n'avaient obtenu le maintien du centre sur place qu'à la condition expresse qu'il accueille de nouvelles activités. Or, c'est le contraire qui se produit... Rencontre avec le médecin directeur François MOUTET.

NLA : Un établissement comme Pen-Bron peut-il être viable après de telles décisions ?

François MOUTET : On peut comprendre que pour des raisons d'efficacité et de sécurité on cherche à regrouper les activités et le lit là où il existe des plateaux technique modernes et performants mais au delà de la reconstruction physique des personnes handicapées (traumatisés crâniens, paraplégiques, personnes victimes d'accidents vasculaires cérébraux...) Pen-Bron doit continuer d'être le centre ressources qui joue un rôle essentiel voire irremplaçable dans la reconstruction psychologique et sociale des handicapés et qui permet la prise en charge des cas complexes. Ce rôle, il le joue déjà, reconnu par tous les acteurs de la santé, il doit l'amplifier. C'est d'autant plus important que la durée de vie allonge et qu'il y a besoin de structures d'accueil pour les handicapés de plus en plus âgés.

NLA : Quelles activités nouvelles pourriez vous développer ?

François MOUTET : Nous pouvons, par exemple, développer des actions de formation des aides ménagères, des auxiliaires de vie de toutes celles et tous ceux qui permettent le maintien à domicile, mener des actions permettant d'évaluer les capacités des personnes pour reprendre une activité professionnelle, développer les possibilités d'accueil temporaire pour permettre à la famille et aux aidants de souffler quand parfois c'est nécessaire, mener des campagnes d'information et de sensibilisation auprès de la population... Nous avons des propositions concrètes, elles doivent être validées par nos responsables et mises en oeuvre.

NLA : Si la volonté existe, Pen-Bron a donc de l'avenir ?

François MOUTET : Pen-Bron a été créé en 1887 à la demande de l'Assistance Publique. C'était alors un sanatorium qui accueillait les enfants. L'établissement a su se transformer et évoluer au fil du temps et des besoins de santé, cela doit continuer. Il serait criminel, quand on connaît les besoins, qu'un tel établissement ne poursuive pas sa mission, qu'il soit bradé au profit de je ne sais quelle opération immobilière alléchante. Il est maintenant très urgent de mettre en place le programme qui nous permettra d'être le lieu de reconstruction sociale et solidaire dont les handicapés de notre région ont un impérieux besoin.



Eco-cités Nantes et Saint Nazaire retenues, Neuilly recalée

Début novembre, le ministre de l'écologie a récompensé les bons élèves de l'urbanisme "vert" et les premiers projets français d'éco-cités. Ces pro-

jets doivent "inventer" la métropole durable du XXI^e siècle en accompagnant le développement urbain de grandes agglomérations. Critères: compter plus de 100 000 habitants et prévoir de s'accroître d'au moins 30 % d'ici vingt-cinq ans. Bref, "assurer une croissance soutenue tout en l'organisant de façon soutenable". Sur dix-neuf candidatures, treize ont été retenues, parmi lesquelles celles de Nantes-Saint-Nazaire. Notons que le projet de Neuilly-sur-Seine de faire

passer l'enfouissement de la RN13, cher à la famille Sarkozy, pour une démarche d'éco-cité a été recalé « Pas à l'échelle » a décidé le jury. Après une phase de concertation, les projets devraient aboutir, début 2011, à des contrats entre les collectivités et l'Etat, afin de limiter leur impact sur la fiscalité locale. Le ministère de l'écologie pourrait ainsi financer des études d'ingénierie et créer des prêts bonifiés pour la mise en oeuvre.

Airbus 2700 avions en commande, chômage des sous-traitants

Dès l'annonce du plan Power 8, fin 2006, la CGT Airbus avait alerté les médias, la population et les politiques sur les dangers de ce projet de restructuration. Il semblait évident que les premiers à être mis en difficulté seraient les sous-traitants. La création de la filiale Aerolia et son projet d'usine « low cost » en Tunisie, n'a fait que découpler notre inquiétude.

Aujourd'hui, alors que l'aéronautique n'est pas en crise (Airbus va livrer autant d'avions qu'en 2008), on constate des baisses de charge conséquentes chez les sous-traitants, des licenciements chez les uns et du chômage partiel chez les autres. Halgand : 40% de charge en moins, Rabas : 50% de charge en moins pour Aerolia et 30% de moins pour Halgand alors que l'entreprise a investi plus d'un million d'euros dans de nouvelles machines, pour la SMCT et la SIRBEM, c'est le même constat... Pourquoi ? Un pays moderne ne peut pas se passer d'un socle industriel solide. Mais cet objectif, qui devrait être soutenu par une volonté politique nationale, est en contradiction frontale avec les logiques de rentabilité financière des actionnaires. Pour obtenir un profit à deux chiffres, même si cela déséquilibre l'entreprise et la met en danger à terme, ils n'hésitent pas à faire externaliser l'outil de production dans les pays à bas coût quelque soit le coût social à payer



pour les salariés et pour la collectivité. Et, qu'on arrête de nous marteler dans les oreilles l'argument, du coût de la main-d'œuvre : Airbus a plus de 2700 avions en commande et l'Allemagne nous donne l'exemple d'un pays qui a su préserver sa base industrielle avec des salaires plus élevés qu'en France. De plus, je trouve totalement inadmissible que les pouvoirs publics aident, à coup de millions d'euros, les entreprises comme la notre si au bout du compte, c'est pour qu'elles délocalisent ! Cette situation est elle longtemps supportable ? Surtout pour les moins de 25 ans qui pointent en masse à pôle emploi ? Il est grand temps de revenir à la raison et de reprendre le chemin d'une politique industrielle porteuse d'avenir, d'emplois et de salaires décents répondant aux qualifications et aux besoins des salariés et des populations.

Christian CAILLE, CGT Aerolia, Saint-Nazaire

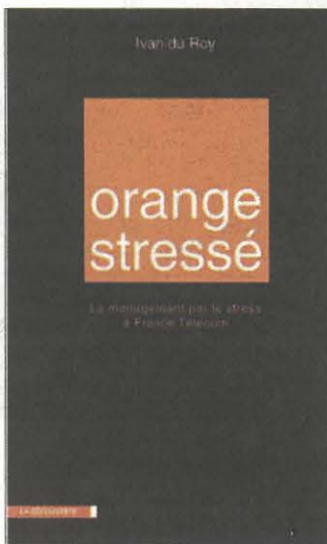
Evènements, culture, idées.

France Télécom

Enquête sur les dégâts du management par le stress

Ivan du Roy, auteur du livre *Orange stressé*, le management par le stress à France Télécom, a mené une enquête approfondie sur l'univers de l'opérateur téléphonique, touché par une vague de suicides : vingt-quatre en vingt mois... "La direction de France Télécom fait mine de découvrir l'ampleur du problème, mais, en réalité, elle savait qu'il allait y avoir de la casse, et ce, bien avant 2007 et l'instauration d'un Observatoire du stress et de la mobilité forcée", affirme Ivan du Roy, journaliste à Témoignage chrétien et auteur de cette enquête en partie réalisée auprès de salariés, de syndicalistes et de médecins. Si la direction peine à s'expliquer face aux pouvoirs publics et à l'opinion, Ivan du Roy, lui, avance des éléments très clairs de réponse. Il revient en effet sur plusieurs décennies de mutations à marche forcée chez France Télécom et décrit par le menu la montée du management par le stress, un système où le harceleur est lui-même harcelé, provoquant la détresse de salariés qui se tuent à la tâche, déboussolés par les restructurations sans fin. Que s'est-il passé? Il faut lire cet essai, remarquablement documenté, pour en prendre toute la

mesure. Voir comment l'entreprise a brutalement glissé de la culture du service public à celle de "machine à



cash", comment les priorités se sont déplacées du pôle technique au pôle commercial, comment les traditionnels ingénieurs et polytechniciens se sont vu retirer leur autorité au profit des cost killers, les "réducteurs de coûts" formés dans les cabinets de conseil anglo-saxons. Les techniciens de terrain doivent se muer, dans la douleur, en télé-opérateurs de centre d'appel. L'auteur montre comment le management par le stress y a été érigé en système afin de pousser vers la sortie les salariés les plus réticents face à la nouvelle donne, en particulier ceux qui bénéficiaient encore du statut de fonctionnaires. Objectifs inatteignables, mobilité accélérée, mutations géo-

graphiques, changements de postes injustifiés: ce livre montre comment le management par le stress est destiné à pousser les salariés, en particulier les fonctionnaires au statut trop encombrant, à quitter une entreprise en cours de privatisation. Le rappel historique de cette privatisation progressive de France Télécom montre avec quelle vitesse et démesure les logiques financières délirantes y ont envahi toutes les activités économiques. Avec des prémisses dès 1988-1993, alors qu'une armée de techniciens fonctionnaires modernisent le réseau, quand la « deuxième gauche » de Michel Rocard et de la CFTD ouvrent la boîte de Pandore de la dérégulation. La privatisation intervient en 1993-1997, quand le lobby industriel dicte les directives européennes du commissaire Davignon, jusqu'à ce que Jospin finisse par trahir la parole donnée. Avec le surendettement des années 1997-2003, la crise financière fait entrer des « créances pourries » dans « l'entreprise la plus endettée du monde ». Entre-temps, le passage de la culture de service public à celle de la « machine à cash », a laissé le champ entièrement libre aux stock-options des « cost-killers » avec, à la clé, 22.000 suppressions d'emploi en trois ans. Cet exemple montre

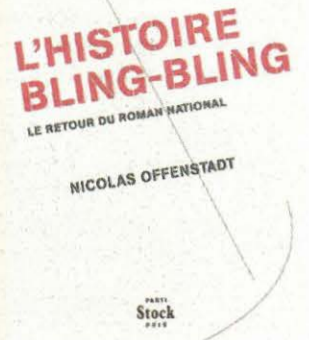
finalement avec quelle brutalité le management « moderne », son langage abscons et déshumanisé ont pénétré la sphère de l'entreprise, vidant de tous sens les relations sociales. Dès lors, le stress règne en maître et tous les indicateurs passent au rouge : précarisation, absentéisme et suicides, alors que dans le même temps France Télécom et l'Etat actionnaire font tout pour taire et occulter la douleur. Cette utile lecture montre à quel point France Télécom a été un terrain d'expérimentation, un modèle pour le passage de services et d'entreprises publiques vers l'empire de la « théologie du marché ». EDF et GDF la suivent de près dans cette métamorphose, ainsi que la SNCF qui n'a plus guère de service public que le nom. La Poste et la Banque postale s'y préparent, et le Pôle emploi n'est pas à l'abri de logiques similaires. Sont également dans le collimateur les hôpitaux, le service public de la petite enfance, voire l'Education nationale. L'exemple de France Télécom ainsi décrypté montre à quel point il est urgent de réagir. Avant qu'il ne soit trop tard.

Ivan du Roy, « Orange stressé, le management par le stress à France Télécom », Ed. La Découverte, octobre 2009, 252 p., 15 €

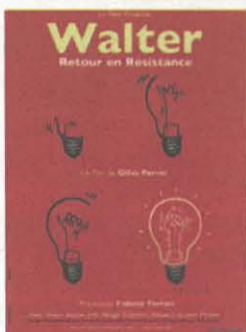
LIRE

L'Histoire bling-bling

Depuis plusieurs années, les questions historiques ont fait leur retour dans le débat politique national. Et pas forcément en bien, loin de là ! Avec l'offensive idéologique constituée par le Livre noir du communisme, on s'est attaché à reconstruire une identité française à partir d'un grand récit national, consensuel et unificateur, voulu par cette figure du capitalisme contemporain qu'est le sarkozysme, alors que, paradoxalement, la société française a rarement été aussi déchirée et fragmentée. La mise en valeur, chaque année, sur injonction de l'Etat, d'un Guy Môquet déshistoricisé et, en quelque sorte, « décommunisé », ou la mise en scène orchestrée par l'Elysée, de la mort du dernier poilu, Lazare Ponticelli, largement pipolisé par les médias participant de cette reconstruction historique très instrumentalisée, aussi clinquante que superficielle. Or, le nouveau « roman national » s'avère beaucoup moins cohérent et structuré que celui qu'élaborèrent en leur temps, les pères de la IIIème République. A contrario, du récit national ordonné de jadis, l'histoire, selon Nicolas Offenstadt, est un mélange confus de figures et d'événements dénués de liens logiques et rationnels. C'est ainsi que peuvent se mêler au cours de ses discours le maquis des Glières, Jeanne d'Arc, le souvenir des poilus et des mutinés de la Grande Guerre, Charlemagne et Léon Blum. Cette superficialité explique aussi la propension à l'oubli historique au gré des humeurs de l'opinion : la proposition du parrainage, par chaque écolier de France, d'un enfant juif déporté semble avoir été aussi vite oubliée qu'elle fut avancée. Mais cette volatilité et cette superficialité sont, dans une certaine mesure, aussi inquiétantes que le discours qui l'accompagne. Car l'avènement d'une histoire médiatique où les faits et les figures s'échangent comme des produits de supermarché, selon la logique des managers du politique, serait une régression majeure, sur laquelle nous alerte bien à propos Nicolas Offenstadt. B.Eychart, les Lettres françaises, nov. 2009 N. Offenstadt, « L'Histoire bling-bling, le retour du roman national », Ed. Stock, 2009, 148 p., 12 €.



VOIR...



Walter
Retour en résistance
Ce film est programmé à Nantes, au cinéma Le Concorde, depuis le 11 novembre. Le cinéaste Gilles Perret et Walter Bassan étaient présents, jeudi 12 novembre pour un débat. A travers l'histoire de Walter, ancien résistant, ancien déporté haut-savoyard et sur fond de politique actuelle, deux questions se posent tout au long du film : « Qu'avons-nous fait des idéaux du Conseil National de la Résistance ? » et « Résister se conjugue-t-il au présent ? »
Ce film mérite d'autant plus d'être soutenu que les maires UMP sont contactés par le président de l'Assemblée nationale Accoyer, afin qu'ils fassent pression sur les exploitants de salles pour les dissuader de programmer ce film.
Cinéma le Concorde à Nantes

MÉDIAS

Le Mur des médias

Le 9 novembre dernier, la chute du mur, était au programme obligatoire pour les chaînes publiques radio et TV sarkozifiées : antenne directe continue, envoyés spéciaux commentaires filandrieux... Tout ce déploiement qu'on vit jadis pour la première guerre du Golfe, ou suite au 11 septembre 2001. Avec cette fois des rejets jusque sur la place de la Concorde à Paris. Nouvel exemple, poussé à la caricature, de commémoration festive qui fait si bon mar-

ché, au sens figuré comme au sens propre, des leçons de l'événement commémoré. Alors qu'ARTE, pourtant orfèvre en la matière, diffusait un documentaire sur le Gugelhupf - célèbre gâteau non moins bourratif - juste à l'heure de la chute tant attendue des 1000 dominos. Autre symbole ! Visant sans doute à faire oublier l'époque des années 50 où J.F. Dulles, secrétaire d'Etat américain, avec sa "théorie des dominos" affolait le "monde libre" des "chutes" successives de nouveaux pays "dans le commu-



nisme". Le ban et l'arrière-ban des destructeurs de l'histoire. Que l'horloge de l'histoire ne s'est-elle donc arrêtée en 1989 ! Leur enthousiasme rétrospectif a pourtant été quelque peu douché par une pluie glaciale. Et, selon l'habitude, dès le surlendemain, on passait rapidement à tout autre chose : un 11 novembre oubliant la boucherie mondiale, les mutineries et révolutions de 1917. Ainsi va donc l'histoire bling-bling mondialisée : une opération permanente intensive de décervelage média-

tard, rien moins que le triomphe du capitalisme, donc la fin de l'histoire. Que l'horloge de l'histoire ne s'est-elle donc arrêtée en 1989 ! Leur enthousiasme rétrospectif a pourtant été quelque peu douché par une pluie glaciale. Et, selon l'habitude, dès le surlendemain, on passait rapidement à tout autre chose : un 11 novembre oubliant la boucherie mondiale, les mutineries et révolutions de 1917. Ainsi va donc l'histoire bling-bling mondialisée : une opération permanente intensive de décervelage média-

près de vous

Loire-Atlantique

Les collectivités créatrices d'emplois

La région des pays de la Loire, le Conseil Général de Loire-Atlantique et Nantes Métropole mettent en place et de manière concertée, une mesure d'urgence pour faire face à la hausse du chômage. 800 emplois aidés supplémentaires seront créés dans le département. Entre autre, 500 emplois seront financés dans le secteur non marchand (Contrats d'avenir et CAE), 140 emplois tremplins seront créés en direction des personnes les plus éloignées de l'emploi. Dans le même esprit, Nantes Métropole va former une centaine de jeunes en insertion aux concours de la fonction publique territoriale. Un investissement de plus de 10 millions d'euros pour ces collectivités qui permettra sans aucun doute aux jeunes de mettre un pied à l'étrier mais qui malheureusement, ne garantira pas d'un emploi pérenne.

Région

Toujours plus de TER



Quinze nouveaux TER seront à la disposition des usagers en 2013, une offre supplémentaire bienvenue puisque la fréquentation des lignes express régionales est en constante augmentation. La politique de déplacement de la région est victime de son succès avec 15 millions de voyageurs en 2008 et une augmentation de la fréquentation de 10,6% en un an. Pour Gilles BONTEMPS, la fréquentation n'a pas fini de grimper et après avoir beaucoup investi dans l'achat de nouvelles rames, un travail sera fait pour améliorer la fréquence des TER.

Nantes

Démocratie participative

La création de conseils de quartier à Nantes avance ! Il semble même que les nantais veuillent s'approprier ce nouvel espace puisque 890 d'entre eux se sont portés volontaires pour siéger dans un des 11 nouveaux conseils. Seulement, il n'y a que 171 sièges disponibles. Novateurs, ces conseils de quartier se composeront d'un tiers d'habitants volontaires, d'un autre tiers tiré au sort sur les listes électorales et enfin d'associations. Les élus communistes de la ville, pour leur part « s'inscrivent pleinement dans une démarche visant le développement des expressions citoyennes ».

L'invité

L'indispensable développement industriel

La situation de l'industrie dans notre département est sans nul doute à lier à celle de la crise économique et financière qui nous frappe, mais également, à celle des choix politiques portés par les différents gouvernements ces vingt dernières années.

Alors que la crise s'abat durablement sur le territoire national, force est de constater qu'elle frappe bien plus durement les salariés, les précaires, que les banquiers déjà près à plonger les doigts dans la même confiture. La domination de la finance continue comme ci rien ne s'était passé. Pendant ce temps, la situation économique reste catastrophique : tous les mois, 20000 emplois sont détruits dans le secteur industriel. Ces chiffres attestent, s'il en était besoin, les menaces qui pèsent sur les salariés et sur l'emploi industriel. Bien que les grandes entreprises se réjouissent des cadeaux fiscaux qui leur sont faits, que les banques se réjouissent d'avoir été sauvées, pour le reste de la population, c'est le chômage qui guette et la pression face à des conditions d'existences de plus en plus difficiles.

Aussi, il faut bien constater l'absence totale de stratégie industrielle des gouvernements ces dernières années. Seule la logique de désindustrialisation a prévalu.

Un exemple particulièrement criant dans notre département est celui des chantiers navals de Saint-Nazaire, aujourd'hui STX. L'Etat qui détient 30% du capital de l'entreprise ne fait rien pour développer une stratégie industrielle tournée vers la diversification et l'innovation. Outre la crise, c'est bien la logique du tout paquebot qui conduit aujourd'hui au chômage partiel. Qui peut se satisfaire d'une telle situation, et pour combien de temps encore ? Quand l'Etat va-t-il enfin réagir ?

Aure axe important dans le développement de l'industrie : La recherche. Une part trop limitée des ressources des entreprises sont consacrées à la recherche et au développement. Nous y consacrons seulement 2,1% de notre PIB, contre 2,53% pour l'Allemagne ou encore 3,40% pour la Corée.

Des choix s'imposent pour sauver l'emploi industriel. Nous proposons la création, dans chaque région, de « fonds publics pour l'emploi » à partir du redéploiement des aides régionales aux entreprises. De même le crédit bancaire doit être réorienté en faveur de l'emploi durable, de l'investissement... Nous n'y arriverons pas tant que le MEDEF et l'UMP justifient un système qui favorise la mise au chômage dans le but de dégager des marges supplémentaires.



Michèle PICAUD
Conseillère Régionale

L'activité

La Chapelle-sur-Erdre

Régime indemnitaire des agents municipaux

Lors du vote sur le régime indemnitaire des agents de La Chapelle-sur-Erdre, Viviane GUEVEL, conseillère municipale, c'est exprimée au nom du groupe communiste. Pour l'élue, « tous les Personnels du plus bas niveau jusqu'au plus élevé doivent avoir la même reconnaissance, car tous, sans exception, œuvrent pour un service public de qualité et sont auprès des Chapelains dans leur vie de tous les jours ». Elle préconise « un régime indemnitaire le plus équilibré possible entre toutes les catégories de Personnels et donc une réduction importante des écarts, une équité entre les différentes filières ». Pour elle, « cela aurait pour intérêt de ne pas mettre les villes en concurrence et créer ainsi, une surenchère ». L'argument est particulièrement bien senti quand on sait que les écarts entre régimes indemnitaires des différents niveaux de collectivités peuvent être compris entre 35 % (pour les cadres A) et 80/90 % (pour les catégories C). D'autant que les régimes indemnitaires représentent une part importante du traitement des fonctionnaires, environ 16% de leur rémunération. Une part beaucoup plus importante si l'on travaille dans de grandes collectivités territoriales (de 4,2% de la rémunération dans les petites communes à 23% dans les grandes collectivités). Le souhait des élus communistes était de voir « rééquilibrer le complément indemnitaire de tous les personnels et gommer les disparités », un souhait qui les amènera à s'abstenir lors du vote.

CARENE

Taxe professionnelle : Les élus communistes de la CARENE très mobilisés

Suppression de la taxe professionnelle, réforme des collectivités territoriales, des bouleversements « d'une telle ampleur que l'on peut, sans exagérer, dire qu'ils ébranlent les fondations de la République » affirme Hubert DELAHAIE, le responsable du groupe des élus communistes et républicains de la communauté d'agglomération de la région nazairienne et de la Brière (CARENE) lors d'une conférence de presse. « Pour mieux déstabiliser les collectivités on les attaque au porte monnaie. La Taxe Professionnelle a représenté 59,5 millions d'euros pour la CARENE en 2008, dont près de 53 millions ont été reversés aux communes pour qu'elles réalisent des équipements utiles aux habitants et répondant à leurs besoins ».

La seule simulation disponible, à l'heure actuelle, provient de la commission des finances de l'Assemblée Nationale. Elle prouve que la réforme de la TP est défavorable aux bassins industriels. Selon ce document, « Cap Atlantique gagnerait 10 millions d'euros tandis que la CARENE en perdrait 20 ». Dans ces conditions quel intérêt pour la collectivité à promouvoir l'industrie puisque le commerce, les activités tertiaires, le tourisme rapporteront davantage ? ». Dans le même temps, SARKOZY met les collectivités au pas, réduit le pouvoir et le nombre des élus locaux. « Si on laisse faire, nos communes de Brière ne seront plus bientôt que de simples quartiers de Saint-Nazaire » constate Marc JUSTY, le président de l'association des élus communistes et républicains de Loire Atlantique. Devant l'importance des enjeux, les élus communistes de la CARENE se mobilisent. Ils ont écrits à tous les conseillers municipaux des 10 communes de la communauté d'agglomération et ont sorti un numéro spécial de la « lettre de la CARENE » tiré à 20 000 exemplaires qui a fait l'objet d'une distribution militante auprès des entreprises et des habitants.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Presqu'île

Mardi 17 novembre : Assemblée générale de la section à 18H au foyer des anciens de Pornichet.

St Nazaire

Mercredi 18 novembre : Assemblée générale de la section à 18H00, salle du jardin des plantes.

Elections régionales

19, 20 et 21 novembre : consultation des communistes.

Nantes

Judi 19 novembre : Assemblée générale de la section à 18H30 à la fédération.

Vente militante de l'Huma dimanche



Pour son édition du 19 novembre, l'Humanité dimanche publie un dossier spécial « La France qu'ils nous préparent ». Ce numéro revient sur les conséquences des réformes envisagées par la droite et ce que deviendra notre pays si ces dites « réformes » étaient mises en place.

D'autre part, un numéro hors série « la chute du mur de Berlin » sera disponible

à la Fédération à partir du 23 novembre. Il est composé d'une compilation d'articles parus dans l'Humanité du 9 novembre et d'un compte rendu de la soirée organisée au siège du PCF avec la participation de personnalités comme Gregor GYZI, Susan GEORGES et Francis WURTZ. Pour commander ce numéro hors série, vous pouvez passer commande auprès de la Fédération au 02 40 35 03 00.

Xavier MERCIER nous a quittés

Xavier a longtemps été le trésorier fédéral de notre fédération. De la fin des années 60 à 1977 on pouvait le rencontrer tous les après-midi au siège de la fédé 46 rue Fouré à Nantes. Commerçant non sédentaire, il se levait tôt pour aller au MIN, faisait son marché avec sa femme, rentrait déjeuner et arrivait bien vite à la fédé, et ce, pendant des années. Trésorier fédéral à cette époque, ce n'était pas rien ! Les difficultés financières étaient monnaie courante, si l'on peut dire ! Les seules ressources de l'époque étaient les cotisations, les recettes des stands des fêtes de Brière, du Croisic et de l'Huma, les vignettes qu'il fallait aller chercher auprès des cellules, le muguet... Il valait mieux, quand même, que les fournisseurs ne soient pas trop exigeants sur la date de règlement de leurs factures... Pas la peine de payer le fuel, le chauffage ne marchait pas les trois quarts du temps. Mais Xavier était là quand même, tous les après-midi. La vie de tous les jours au 46 rue Fouré, ce n'était pas rien ! Des années de permanence de Xavier, on se rappelle sa gentillesse, son dévouement. Il ne faisait pas de bruit, Xavier, mais il était là, toujours présent, attentif, courageux. Après 1977 Xavier a passé la main. Puis il est revenu rue des Olivettes. Il s'est occupé des vétérans, des envois à organiser. Il avait déjà plus de 75 ans, toujours en forme. Puis, petit à petit il a été amené à rester chez lui, auprès de sa femme qui est décédée il y a un an et demi. A ses fils, Xavier et Lionel, à leurs familles, la fédération, les Nouvelles, tous les anciens camarades qui ont gardé de Xavier le meilleur souvenir, nous présentons nos plus sincères et profondes condoléances.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

Les 50 ans de la révolution cubaine

L'association France Cuba organise la projection du film « La Havane : une utopie en construction ». La projection est gratuite et aura lieu :

Le Vendredi 20 novembre à 20H
Centre socioculturel Pierre LEGENDRE
A Couëron

Georgette LECOSSOIS

Georgette fête ses 90 ans en décembre prochain. Ses amis et camarades de la section du PCF des 3 rivières désirent l'honorer par un cadeau autour d'un gâteau d'anniversaire pour ses 60 ans d'adhésion au PCF. Ce moment festif aura lieu :

Le Samedi 12 décembre à 15H00
Résidence retraite 3 rivières
17 rue Jean du Dresnay
44460 FEGREAC

Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade Roger GUEDIN de la section PCF du Pays de Retz. Ancien responsable de la section, il a aussi longuement milité à la CGT tant dans le Val de Marne qu'en Loire-Atlantique. Nous présentons à sa famille et à ses proches, nos plus sincères condoléances.



Par Coline Ferrand Lycéenne

Après la grippe A, les

commémorations de la chute du mur de Berlin deviennent le nouvel « opium » utilisé par les médias pour cacher la réalité d'une crise économique déclenchée par

le système qu'ils ont si longtemps loué, le capitalisme. Cependant, le mur illégal au vu du droit international que construit Israël pour isoler la Cisjordanie, visant à rendre impossible la création d'un Etat palestinien viable, et a fortiori annexer définitivement des colonies de peuplement tout aussi illégales, n'est pas condamné par des médias du reste si catégoriques dans la dénonciation des effets du mur de Berlin pour les popula-



tions de l'ex-RDA.

Les initiatives pacifiques se multiplient pour revendiquer le droit légitime des Palestiniens à un Etat et la destruction du mur, toutes ignorées par les médias, lesquels se cantonnent à évoquer les tirs de roquettes du Hamas. Ainsi, le 9

novembre à Bil'in au nord de Jérusalem, des dizaines de manifestants ont détruit une partie du mur bâti sur des terres palestiniennes. Ils appellent aussi à « un soulèvement populaire de masse dont tout le peuple palestinien, les organisations et les factions politiques seront partie intégrante », selon un communiqué disponible sur info-palistine.net. Benjamin Nétanyahu, Premier ministre israélien, intensifie la colonisation en Cisjorda-

nie, poursuit le siège de Gaza et « nettoie » Jérusalem de ses habitants palestiniens. Pourtant, Nicolas Sarkozy a reçu Nétanyahu le 11 novembre, ce qui constitue une « faute politique au regard de ses obligations, morales et politiques », selon l'association France-Palestine Solidarité.

Les communistes, contre l'impérialisme israélien, appellent à une paix juste et durable au Proche-Orient.